

Communiqué de presse du 28.02.2026

## Après la CSEC-E, la CSEC-N soutient à son tour la demande de plusieurs cantons de voir la Suisse réassociée au programme Erasmus+.

**Le 26 février 2026, la commission de la science, de l'éducation et la culture du conseil national a approuvé à une très large majorité les initiatives cantonales émanant de Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Saint-Gall et de Thurgovie. C'est un signal important qui a été envoyé : les commissions des deux chambres ont pris acte de l'importance du programme de mobilité pour les Cantons.**

Le programme de mobilité Erasmus+, dont le message de financement devrait être publié en mars 2026 par le Conseil fédéral, a été reconnu comme élément central de la formation par les législatifs de plusieurs cantons. Avec un soutien appuyé notamment du PLR et du Centre, de la gauche et du PVL, et même de l'UDC dans certains cantons (!) les député-e-s ont loué les avantages marqués de ce programme pour les formations professionnelle, obligatoire, supérieure, culturelle et sportive, ainsi que pour ses conséquences indirectes positives sur la recherche et l'innovation. Ce soutien s'est traduit par l'acceptation d'une initiative cantonale (BS, BL, SO, SG, TG et ZH (en cours de traitement)) ou d'un autre objet parlementaire (BE, FR, LU et NE). Aujourd'hui, la commission du national réaffirme les conclusions de la CSEC-E qui avait reconnu fin octobre l'intérêt de ce programme pour les cantons en donnant suite aux initiatives cantonales.

A l'aube du traitement des bilatérales III par les chambres fédérales, un schisme entre le niveau cantonal et le niveau fédéral est à craindre. En effet, les député.e.s des différents grands conseils, au contact direct de leur écosystème de formation et du tissu économique local, ont soutenu sans réserve ces objets, tandis qu'au niveau fédéral le parti du Centre a rejoint l'UDC en indiquant dans sa réponse à la consultation ne pas soutenir l'association de la Suisse à Erasmus+. Cette différence de vision au sein d'un même parti montre clairement que ses membres sont divisés sur le programme de mobilité : une partie, au contact des institutions de formation supérieure, professionnelle ou d'encouragement à la jeunesse, reconnaissant les impacts positifs de ce programme, et l'autre, plus isolée dans la Berne fédérale, s'inquiète des conséquences financières en ne percevant que trop peu les conséquences concrètes de ce programme, particulièrement pour les apprentissages.

L'UNES et le CSAJ tiennent à saluer le travail des parlementaires fédéraux qui soutiennent le programme et invite les membres du Centre et de l'UDC à aborder le traitement d'Erasmus+ avec, d'une part, responsabilité vis-à-vis des bénéficiaires des prestations qui en sont privé.e.s depuis 10 ans et, d'autre part, conscience de la pression des cantons qui s'exercent sur leurs épaules.

Pour toutes les étapes à venir, nous continuerons notre effort d'information sur les prestations que délivre véritablement le programme et qui ne sont pas couvertes par le sparadrap SEMP pour que plus jamais on n'entende de la bouche des parlementaires des slogans tels que « Erasmus+, ce n'est que boire des bières à Barcelone », qui relèvent davantage de la méconnaissance.

### Nous nous tenons à votre disposition pour tout autre renseignement :

Sophie Wang, Coprésidente UNES (f), [sophie.wang@vss-unes.ch](mailto:sophie.wang@vss-unes.ch), +41 79 159 84 11

Klara Sasse, Coprésidente UNES (d), [klara.sasse@vss-unes.ch](mailto:klara.sasse@vss-unes.ch), +41 76 336 47 11

Niklas Tiemann, coordinateur politique CSAJ (d/f), [niklas.tiemann@sajv.ch](mailto:niklas.tiemann@sajv.ch), +41 31 326 29 42